

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 18/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société de la Raffinerie de Dunkerque**

Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest  
BP 94519  
59140 Dunkerque

Références : -  
Code AIOT : 0007000588

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement Société de la Raffinerie de Dunkerque implanté Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest BP 94519 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société de la Raffinerie de Dunkerque
- Port 2025-2025 Route de l'Ouvrage Ouest BP 94519 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007000588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Ex IED - MTD

SRD, installation classée soumise à autorisation avec servitude d'utilité publique, au titre des rubriques 1131, 1412, 1431 et 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a cessé son activité en 2016. Le site a été découpé en secteurs afin de faciliter la remise en état du site par étapes et la réindustrialisation du site. (secteur 1A à 1H et secteur 3A) SRD a déposé un plan de gestion pour le secteur 1 en juillet 2022. Il a fait l'objet de nombreux échanges avec la DREAL et a abouti à la rédaction d'un arrêté complémentaire actant les travaux et mesures de gestion sur site en date du 09/10/2023

le secteur 1D objet du présent rapport occupe une partie de la parcelle cadastrales AD 151 de la commune de Dunkerque pour une surface d'environ 16,5 ha. Il faisait l'objet de plusieurs arrêtés d'autorisation notamment du 8 mars 1994, 14 avril 2006, 19 octobre 2007, 7 septembre 2011, 15 février 2013 et 3 juin 2015.

### Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	remise en état suite cessation activité	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R 512-39-3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord :

- de donner acte à la société SRD de la remise en état pour un usage industriel du secteur 1D. le secteur 1D occupe une partie de la parcelle cadastrale AD 151 de la commune de Dunkerque pour une surface de 16,5 ha

Le présent rapport vaut procès verbal de récolement au titre de l'article R 512-39-3 du code de l'Environnement pour le secteur 1D pour un usage industriel sous condition de mise en œuvre de la couverture perenne du site telle que prévue à l'article 3.6 de l'arrêté du 09/10/2023.

Conformément au courrier du GPMD du 26/05/2023, ces travaux peuvent être réalisés postérieurement au PV de récolement. Ils devront être réalisés avant toute nouvelle utilisation du site.

La position des ouvrages de surveillance piézométrique ne pourra être définitivement validée qu'à l'issue de la libération de l'ensemble des terrains de la zone 1.

- d'adresser une copie du présent rapport à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains (le GPMD ) conformément aux dispositions de l'article R 512-39-3 du code de l'Environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : remise en état suite cessation activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/05/2022, article R 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Prescription contrôlée: I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2,

l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

#### **Constats :**

Pour rappel les mesures de gestion suite à la cessation d'activité du site SRD zone 1 ont été prescrites par arrêté préfectoral complémentaire du 09/10/2023.

#### **constats faits lors de la précédente visite du 13/05/2024 :**

Suite aux travaux réalisés sur le secteur 1D, le dossier de récolement a été remis à la DREAL et au Préfet pour le secteur 1D par courriel du 18/12/2023. Ce document est référencé : rapport ERM référencé MCD NE 308-1 - version 1 du 23/11/2023.

À l'issue de l'examen du dossier de recollement par la DREAL, des compléments ont été demandés à l'exploitant par courriel du 13/05/2024.

**La principale remarque consiste en la non réalisation des dispositions de l'article 3.3 de l'APC du 09/10/2023.** Celui ci prévoit la réalisation d'analyses de gaz de sols après la fin des travaux avec 2 séries de prélèvements espacées d'au moins 3 mois. la DREAL constate que ce n'est pas le cas sur certains points de mesures du secteur D.

lors de la visite du 23/05/2024 il est constaté :

- la non délimitation du secteur 1D par des barrières au niveau des angles. **SRD doit veiller au maintien de ces délimitations jusqu'au récolement total de l'ensemble de la zone 1.**

- les zones excavées pour dépollution n'ont pas été remblayées ;**SRD fournira l'accord du GPMD sur ce point ou procédera au remblaiement des fouilles.**

Par mail du 18/09/2024, SRD a transmis une nouvelle version du dossier de récolement du secteur 1D tenant compte des observations de la DREAL. Ce document est référencé : rapport ERM référencé MCD NE 308-2 - version 2 du 18/09/2024.

De nouvelles mesures ont été réalisées dans 12 piézais en juillet et août 2024 afin de disposer de 2 analyses sur chaque piézais après travaux. Les analyses montrent le respect des objectifs de dépollution.

En conclusion de ce document le bureau ERM , intervenant en tant qu'organisme de contrôle compétent indépendant prévu par l'APC du 09/10/2023 , indique :

'Au terme des travaux, l'état résiduel des milieux a été vérifié et appelle les conclusions suivantes :

- La qualité résiduelle des sols au droit de la zone considérée est conforme avec les objectifs de réhabilitation fixés par l'Arrêté préfectoral du 9 octobre 2023 ;
- La qualité résiduelle des gaz du sol au droit de la zone considérée est conforme avec les objectifs de réhabilitation fixés par l'Arrêté préfectoral du 9 octobre 2023 ;
- Les eaux souterraines au droit du secteur 1D ne présentent pas d'impact notable au global (seuls quelques ouvrages présentent des concentrations en HCT C10-C40 supérieures à 1 mg/l et un ouvrage présente une phase pure peu mobile.)

.L'Analyse des Risques Résiduels réalisée sur la base de ces données montre que l'état résiduel du secteur 1D après travaux est compatible avec le maintien de l'usage industriel."

Les travaux de couverture du site tels que prévus à l'article 3.6 de l'APC du 09/10/2023 seront effectués postérieurement au PV de recollement comme indiqué dans un courrier du GPMD du 26/05/2023.

**La DREAL rappelle que la mise en place d'un grillage avertisseur entre les terrains sous-jacents et les remblais sains est une obligation.**

**constats fait lors de la visite du 15/10/2024 :**

- La zone 1 est clôturée et surveillée.
- les zones excavées pour dépollution ont été remblayées.

**SRD doit veiller au maintien de la délimitation du secteur 1D jusqu'au récolement total de l'ensemble de la zone 1.**

En conclusion les travaux de remise en état prévus par l'APC du 09/10/2023 peuvent être considérés comme réalisés sur le secteur 1D à l'exception de la mise en place de la couverture du site prévue à l'article 3.6 de l'AP du 09/10/2023, pour lesquels le GPMD a donné son accord pour une réalisation après la délivrance du PV de récolement.

Ces travaux devront dans tous les cas être réalisés avant la réutilisation du site.

La position des ouvrages de surveillance piézométrique ne pourra être définitivement validée qu'à l'issue de la libération d de l'ensemble des terrains de la zone 1.

**Type de suites proposées : Sans suite**